

Quelques principes alternatifs face à l'hégémonie néolibérale¹

Xavier Dupret

Economiste/Association Culturelle Joseph Jacquemotte (www.acjj.be)

Août 2015

10.300 signes

Après la chute du mur de Berlin, le curseur idéologique, en matière de conception des politiques économiques, s'est sérieusement déplacé vers la droite. Cette réorientation trouve sa source dans la baisse attestée des taux de profit dès la fin des « Golden Sixties », laquelle a donné lieu à la fin de la décennie suivante au grand retour des politiques néolibérales².

En Belgique, la chute du taux de profit va s'étaler de 1973 à 1981. La part dévolue aux salaires au sein du PIB va, dès lors, augmenter. Le tournant néolibéral sera mis en œuvre par la succession des gouvernements Martens-Gol de 1981 à 1987 afin d'avantager le capital dans la distribution de la valeur ajoutée. Et la redistribution opérée en faveur du capital, à la fin de cette période, a plus que compensé la tendance favorable aux salariés observée dix ans auparavant³.

En crise

On ne s'étonnera guère, au vu de cette pression sur les revenus du monde du travail, d'une terrible montée des inégalités pour l'ensemble des pays développés. Pour les pays membres de l'OCDE, on observe les tendances suivantes.

Le revenu moyen du décile le plus riche de la population (les 10% les plus riches) est aujourd'hui environ neuf fois celui du décile le plus pauvre (les 10% les plus pauvres), soit un ratio de 9 à 1. Ce ratio (nommé « rapport interdécile D9/D1 ») varie fortement d'un pays à l'autre. Il reste inférieur à la moyenne de l'OCDE dans les pays nordiques et dans de nombreux pays d'Europe continentale. Ce qui signifie que ce groupe de pays, dont la

1 Ce texte paraîtra dans le numéro 39 du journal de Culture et démocratie

2 Lire à ce sujet Michel HUSSON, *Misère du capital, Une critique du néolibéralisme*, Paris, Syros, 1996. Plus particulièrement, le premier chapitre (*Le temps long de l'accumulation et du profit*).

3 Réginald SAVAGE, *Economie Belge 1953-2000. Ruptures Et Mutations*, Louvain-la-Neuve, Presses universitaires de Louvain, 2000, p.412.

Belgique fait jusqu'à présent partie, a conservé un filet de protection sociale ayant servi d'amortisseur au choc néolibéral. D'autres pays ont, en revanche, laissé filer les inégalités. On retrouve dans ce bloc de nations le Royaume-Uni (écart interdécile D9/D1 de 10) et les Etats-Unis où l'écart interdécile D9/D1 est égal à 14. « Au cours des deux décennies qui ont précédé la crise économique mondiale actuelle, le revenu réel disponible des ménages a augmenté en moyenne de 1,7% par an dans les pays de l'OCDE. Dans une grande majorité de ces derniers, toutefois, le revenu des 10% des ménages les plus riches a progressé plus vite que celui des 10% les plus pauvres »⁴.

Une évolution à ce point inégalitaire est susceptible de faire problème en termes de réalisation de la vente de la production. En effet, plus un revenu est bas et plus sa propension à consommer est importante. Et donc si on ajoute une unité à un revenu faible, plus il y a de chances que cette unité soit *in fine* consommée et, par conséquent, contribue à faire tourner l'économie. On mesure ici la propension marginale à consommer. Au cours des trente dernières années, les politiques néolibérales ont, dans des proportions, il est vrai, variables, laminé les revenus des classes populaires et favorisé fiscalement les ménages les plus favorisés. Or, on sait que plus un revenu est élevé, plus sa propension marginale à consommer est faible. Dès lors, la politique néolibérale résultant en une progression des revenus des catégories supérieures aurait pu bloquer la consommation dès la fin des années 80. Le développement et la libéralisation du crédit ont permis de contourner cette difficulté.

En effet, les années 70 et 80 se sont caractérisées par « le développement accéléré du marché financier [et] (...) le désencadrement du crédit (...) [A cette époque,] la libéralisation des emprunts abat avec une rapidité surprenante le vieil appareil administratif de distribution des prêts forgé au cours des années cinquante. Les changements essentiels proviennent (...) de l'évolution des pratiques de gestion imposée par la faible progression voire la stagnation du revenu des ménages ».⁵ On ne saurait être plus clair.

Ce modèle est définitivement entré en crise dès l'été 2007 alors que les ménages américains qui avaient bénéficié des prêts *subprime* peinaient à les rembourser. De proche en proche, il en a résulté un séisme économique sans précédent depuis les années 30. Après le dramatique retournement de 2007-2008, nous ne pouvons que pointer la nécessité de réhabiliter la progressivité de l'impôt afin de (re)solvabiliser la demande des ménages.

La plupart des économistes revenus récemment au keynésianisme (ainsi, Bruno Colmant) se limitent à ce point dont personne ne niera, au demeurant, l'importance. Il existe, cependant, d'autres pistes permettant de contrer l'hégémonie néolibérale. Cette analyse ne nourrissant

4 OCDE, *Toujours plus d'inégalités : pourquoi les écarts de revenus se creusent-ils ?*, 2012, p.22.

5 Alain GUENGUANT, *Libéralisation du crédit et mutualisation du comportement d'endettement des collectivités locales* in *Politiques et management public*, vol.6, n°6-2, Paris, 1988, p.48.

aucune prétention à l'exhaustivité, nous nous bornerons à esquisser à forts gros traits les principes d'une logique alternative de développement en prenant comme point de départ diverses expériences sud-américaines.

Et l'Etat ?

Le néolibéralisme a globalement remis en cause l'importance du rôle de l'Etat comme planificateur économique. C'est ainsi que les politiques visant à organiser des entreprises publiques de manière à soutenir l'emploi et favoriser le décollage industriel dans les pays du Sud ont été vilipendées. Dans les années 90, la Banque mondiale et le FMI se sont lancés dans une croisade contre ce type de pratiques supposées organiser des rentes de situation en faveur de mastodontes publics en lésant, au passage, les intérêts des consommateurs.

On écartera d'un revers de la main cet argument. La constitution de monopoles privés dans les pays du Sud faisant suite à la privatisation d'acteurs publics régulés à partir de critères clairement politiques n'a entraîné aucun avantage significatif en retour pour les consommateurs locaux. Pour l'Argentine, on calcule que les prix des services publics privatisés ont augmenté de 1,6% entre janvier 1995 et juin 2001. Durant la même époque, l'indice des prix accusait une baisse de 1,1%⁶. Après l'élection de Nestor Kirchner en 2003, l'Argentine a procédé, comme d'autres pays de la région, à des renationalisations de services publics privatisés.

Par-delà ces données, on doutera sincèrement de la capacité des forces de marché, quand elles sont laissées à elles-mêmes, de se coordonner de manière optimale afin d'assurer la mise en œuvre d'un modèle de développement cohérent. En Argentine, le taux de pauvreté était de l'ordre de 6% de la population dans les années 70. En 2001, alors que le modèle néolibéral volait en éclats au pays de Jorge Borges, près d'un Argentin sur deux était pauvre. La précarisation du travail, qui permet de faire pression à la baisse sur les salaires, y avait atteint des niveaux jusque-là inégalés.

46% de la main d'œuvre argentine appartenait, à l'époque, travaillait au noir au sein du secteur informel. C'est ce modèle de (sous-)développement que la majorité du peuple argentin a rejeté avec fracas en décembre 2001. En tournant le dos à l'agenda néolibéral qui, jusque-là, avait prévalu, l'Argentine a renoué avec un taux de chômage plus faible que durant les années nonante et une distribution moins inégalitaire des revenus. Cela dit, le niveau des inégalités en Amérique latine reste sensiblement plus élevé que dans les pays d'Europe ayant conservé un Etat social.

Un autre rapport de force

La centralité de l'Etat dans les processus de développement ne fait pas toujours l'unanimité au sein du monde associatif. Il s'agit pourtant là d'une perspective incontournable. Ce d'autant

⁶ Daniel AZPIAZU et Eduardo BASUALDO, *Las privatizaciones en la Argentina. Gensis, desarrollo y principales impactos estructurales*, Buenos Aires, Facultad Latinoamericana de Ciencias Sociales-sede argentina (FLACSO-sa), 2004, p.19.

que l'articulation des partis de gauche à vocation de gouvernement (sinon d'hégémonie au sens gramscien du terme) et des mouvements sociaux est pleinement avérée en Amérique du Sud.

En Bolivie, la distribution de l'eau à Cochabamba, troisième ville du pays, a été privatisée en 1999 au profit du groupe Aguas del Tunari, filiale locale de la multinationale américaine Bechtel. C'était là une condition sine qua non à l'octroi d'un prêt par la Banque mondiale au gouvernement bolivien. Résultat des courses : le prix de l'eau a doublé peu de temps après l'entrée en piste du privé. Evidemment, les citoyens de Cochabamba se sont mobilisés massivement. Si massivement qu'en 2000, le gouvernement bolivien a, en fin de compte, cédé. La municipalité de Cochabamba redevenait l'unique opérateur (public) pour la distribution de l'eau. Le mouvement des citoyens de Cochabamba, combiné à d'autres initiatives, a largement contribué à la victoire d'Evo Morales aux élections présidentielles de décembre 2005. L'imbrication des mouvements sociaux au sein de partis visant à gouverner la société constitue donc un deuxième principe à défendre face au néolibéralisme dont la capacité d'atomisation des milieux populaires n'est plus à démontrer⁷.

Nous avons déjà pointé le rôle important de la finance dans la séquence historique qui rendu possible la domination de l'économie politique néolibérale. A ce sujet, on suivra l'indication de l'économiste coréen Ha-Joon Chang, professeur à Cambridge, qui, dans son antépénultième ouvrage, recommandait de limiter l'efficacité de la finance⁸. Il s'agit, en l'occurrence, de répudier l'idée qu'un modèle d'accumulation basé sur la déréglementation des services financiers puisse constituer, à quelque titre que ce soit, un levier de développement sur le long terme.

Depuis une trentaine d'années, les exigences de retour sur investissement des acteurs financiers ont, en effet, élevé la barre des conditions de financement des entreprises à un niveau qui, en fin de compte, nuit structurellement à l'investissement productif. En effet, plus les retours sur investissement exigés par les marchés sont élevés, plus les entreprises sont sélectives quant aux projets qu'elles mettront en œuvre. Ce faisant, on enregistre logiquement une pression à la baisse sur les investissements et l'emploi.

Il convient de noter que les tentatives d'encadrement du secteur financier n'ont guère, jusqu'à présent, été couronnées de succès. Et ne nous berçons pas d'illusions. Renouer avec un Etat actif sur le plan économique, réhabiliter les services publics, redistribuer les richesses, (re)mettre au centre de l'agenda politique l'activité des mouvements sociaux et poser un coup d'arrêt à la domination de la finance constituent autant de pistes qui n'ont rien d'évident en

⁷ Concernant ce point précis, nous renvoyons le lecteur à l'ouvrage de Thomas FRANK, *Pourquoi les pauvres votent à droite*, Marseille, Ed. Agone, 2013.

⁸ Ha-Joon CHANG, *Bad Samaritans: The Myth of Free Trade and the Secret History of Capitalism*, London, Bloomsbury, 2008.

ces temps d'austérité généralisée. Ce constat n'invite pourtant pas au découragement car tout compte fait, « l'utopie est simplement ce qui n'a pas encore été essayé » (Théodore Monot).